

## MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

**Prestation de collecte et de revalorisation des  
biodéchets pour les établissements pénitentiaires  
de la Direction interrégionale des services  
pénitentiaires du Grand Est**

**Marché n°25DISP67DBF29**

### **REGLEMENT DE CONSULTATION**

**Date limite de remise des offres : 27/03/2026  
17h30**

Code de la commande publique (CCP) adopté par l'ordonnance 2018-1074 du 26 novembre  
2018 et le décret 2018-1075 du 3 décembre 2018

**DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES DE STRASBOURG**

19 rue Eugène Delacroix  
BP 16  
67035 STRASBOURG CEDEX 2

## Table des matières

I.	Objet du marché.....	3
II.	Téléchargement et composition du dossier de consultation.....	3
III.	Conditions du marché .....	4
1.	Étendue de la consultation et mode du marché .....	4
2.	Compléments.....	4
3.	Variantes .....	4
4.	Forme juridique de l'attributaire du marché .....	4
5.	Délai d'exécution .....	4
6.	Modification de détail au dossier de consultation .....	4
7.	Délai de validité des offres.....	5
IV.	Présentation des offres .....	5
1.	Pièces de la candidature et de l'offre .....	5
V.	Jugement des offres .....	6
VI.	Conditions de remise des offres .....	7
VII.	Information aux candidats non retenus .....	8
VIII.	Procédures de recours .....	8
IX.	Renseignements complémentaires.....	8

## I. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la mise en œuvre d'un ensemble d'actions d'orientation professionnelle, de mobilisation et d'accompagnement des personnes placées sous-main de justice, dénommé Programme personnalisé d'accompagnement à l'insertion professionnelle (PPAIP) dans les établissements pénitentiaires du ressort de la Direction interrégionale des services pénitentiaires (DISP) du Grand Est.

Le marché est alloti en 10 lots, correspondants aux 10 départements du ressort de la DISP Grand Est.

La description des prestations et leurs spécifications techniques figurent dans le cahier des clauses administratives et techniques particulières (CCAP et CCTP).

## II. Téléchargement et composition du dossier de consultation

Le DCE est téléchargeable intégralement sur PLACE.

Il est recommandé de créer un compte sur la plateforme où vous renseignerez notamment le numéro SIRET et la raison sociale de votre société ainsi qu'une adresse électronique de façon à vous tenir informé des modifications éventuelles intervenant en cours de procédure.

Le dossier de consultation relatif à la consultation objet du présent règlement comprend les documents suivants :

- L'acte d'engagement (AE)
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
  - Annexe 1 : le bordereau de prix unitaire (BPU)
  - Annexe 2 : le cadre de réponse technique (CRT)
  - Annexe 3 : Outil d'aide chorus pro (dématérialisation des factures)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
  - Annexe 1 : fiche de prescription individuelle milieu ouvert
  - Annexe 2 : feuille d'émargement PPAIP individuel
  - Annexe 3 : feuille d'émargement PPAIP collectif
  - Annexe 4 : liste des participants d'un atelier collectif
  - Annexe 5 : fiche actions par atelier collectif
  - Annexe 6 : remontée statistiques trimestrielle
  - Annexe 7 : disponibilité des locaux en milieu fermé
  - Annexe 8 : expression de besoin prévisionnel SPIP VD
  - Annexe 9 : Modèle de synthèse DIAG
- Le cahier des clauses de sécurité (CCS)
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et services (CCAG FCS) (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation
- Les formulaires DC1 et DC2

Le soumissionnaire prend soin de vérifier que le dossier de consultation est complet. Il dispose à cet effet d'un délai de six (6) jours à compter de son téléchargement. Au-delà de cette échéance, le dossier sera réputé complet.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

### III. Conditions du marché

#### 1. Étendue de la consultation et mode du marché

Le présent marché est passé selon une procédure formalisée par un appel d'offre ouvert (article L 2124-2 du Code de la commande publique). Le marché est conclu sans montant minimum, avec un montant maximum de 1 400 000 € HT par an.

#### 2. Compléments

Le candidat n'a pas à apporter de modifications ni de compléments aux CCAP et CCTP sauf dispositions contraires.

#### 3. Variantes

Les variantes à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées.

#### 4. Forme juridique de l'attributaire du marché

Le marché sera attribué à une entreprise unique ou à un groupement d'opérateurs économiques. En cas de groupement, le mandataire sera solidaire de chacun des membres du groupement.

#### 5. Délai d'exécution

Les prestations devront commencer à la date de début des prestations, prévue le 1<sup>er</sup> juin 2026.

#### 6. Modification de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir former de réclamation à ce sujet.

## 7. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à cent vingt (120) jours à compter de la date limite de remise des offres.

## IV. Présentation des offres

Les soumissionnaires doivent répondre obligatoirement par voie électronique à la présente consultation. Leur offre électronique sera constituée des éléments suivants :

### 1. Pièces de la candidature et de l'offre

Les documents suivants justifient de la capacité du candidat à concourir :

- 1) **Lettre de candidature (DC1) ou Document Unique de Marché Européen (DUME)**
- 2) **Déclaration du candidat (DC2)**
- 3) **Chiffre d'affaires : déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures similaires, réalisés au cours des trois derniers exercices**
- 4) **Moyens humains : Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat des trois dernières années**
- 5) **Moyens techniques : déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose**
- 6) **Attestations d'assurance en cours de validité**

Dans un souci de traitement rapide du dossier, et sans que leur absence puisse justifier le rejet de l'offre, les soumissionnaires sont informés que l'acheteur souhaite la production des éléments ci-après :

- 7) **Certificat de régularité fiscale de moins de 6 mois**
- 8) **Certificat de régularité sociale de moins de 6 mois**
- 9) **Attestation d'assurance en cours de validité**
- 10) **Extrait KBIS**
- 11) **RIB**

Le candidat devra fournir une offre comprenant :

- 12) **L'acte d'engagement (AE) dûment complété et signé**
- 13) **LE BPU dûment complété**
- 14) **Un mémoire technique détaillé présentant tous les descriptifs et indications attendus conformément au CCAP, CCTP et RC, ainsi que tous les justificatifs permettant d'apprécier les caractérisés techniques. Il pourra être complété par tous documents que le soumissionnaire jugera nécessaires.**

## V. Jugement des offres

Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles L2152-7 et R2152-1 et suivants du Code de la commande publique.

Les critères intervenant pour le jugement des candidatures sont les suivants :

Critère principal	Pondération
Valeur technique de l'offre	50 %
Prix	40 %
Environnement	10%

Les critères de jugement des offres sont indiqués ci-dessous et pondérés de la manière suivante :

### **Valeur technique de l'offre : 50 %**

#### **LE RESEAU DES PARTENAIRES**

- Qualité du réseau local dont dispose le candidat, connaissance des dispositifs et des missions des acteurs de l'insertion sur le territoire visé
- Existence de conventions partenariales
- Modes d'information et de communication avec les prescripteurs et partenaires tout au long de la prestation
- Capacité d'accompagnement de la PPSMJ vers le droit commun

#### **LES MOYENS HUMAINS ET MATERIEL**

- Les intervenants ont une expérience significative avec des personnes très éloignées de l'emploi
- Moyens mis en œuvre en termes de coordination du dispositif (sous-traitant / co traitant inclus)
- Modalités d'accompagnement et de développement des compétences des intervenants du dispositif
- Profil des intervenants
- Positionnement sur le milieu ouvert/milieu fermé

#### **ORGANISATION ET SUIVI DE LA PRESTATION**

- Gestion administrative de la prestation (suivi mensuel, feuille émargement, facturation...)
- Modes d'information et de communication avec les prescripteurs et partenaires tout au long de la prestation
- Modalités organisationnelles en cas d'absences
- Modalités de communication de lancement et de suivi de la prestation auprès des personnes détenues

## APPROCHE PEDAGOGIQUE

- Qualité et innovation pédagogique de la prestation (présentation et explication des méthodes et outils utilisés lors de la prestation et leur diversité) en lien avec le CCTP
- Qualité et diversité des actions en collectif
- L'articulation entre individualisation des parcours et mise en œuvre des temps collectifs en fonction des besoins du stagiaire et entre le milieu fermé et le milieu ouvert
- Qualité des bilans et du programme proposé

### **Prix : 40 %**

Modalités de calcul :  $40 \times (\text{prix minimum observé} / \text{prix du candidat})$

➔ Prix correspondant au total du détail quantitatif estimatif.

### **Développement durable : 10 %**

- Dématérialisation des supports et livrables
- Locaux en milieu ouvert accessibles en transport en commun

## VI. Conditions de remise des offres

Les candidats doivent transmettre leurs offres exclusivement par voie électronique via la plateforme de dématérialisation PLACE <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>.

Les plis électroniques doivent être déposés avant la date et l'heure limites indiquées en première page du présent règlement.

Il est vivement recommandé aux candidats de ne pas attendre les derniers jours pour transmettre leur offre afin d'éviter tout problème technique lié à l'encombrement de la plateforme.

Format des fichiers : L'ensemble des documents à remettre à l'appui de l'offre devra être converti au format PDF, seul format de nature à supporter la signature électronique.

Les offres sont rejetées dans les cas suivants :

- Offre hors délai : Lorsque le pli est reçu par l'acheteur après la date et l'heure limite fixée dans la consultation.
- Offre anormalement basse : Le prix est manifestement sous-évalué, de nature à compromettre la bonne exécution du contrat, et le fournisseur n'apporte pas de justification du prix après demande de l'acheteur, notamment au regard du mode de fabrication, de la solution technique, de l'originalité, de la réglementation applicable ou d'une aide d'État.
- Offre inappropriée : L'offre est sans rapport avec les besoins ou exigences exprimés par l'acheteur.
- Offre irrégulière : L'offre ne respecte pas les exigences formulées pour la consultation, est incomplète ou méconnaît la législation applicable en matière sociale ou environnementale, malgré une éventuelle demande de régularisation par l'acheteur.

Offre inacceptable Le prix excède les crédits budgétaires alloués par l'acheteur au contrat.

## VII. Information aux candidats non retenus

La décision de rejet d'une offre sera notifiée au(x) candidat(s) non retenu(s) via l'envoi d'un courrier électronique transmis à l'adresse mail renseignée lors du dépôt de l'offre.

## VIII. Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Strasbourg  
31 avenue de la Paix  
BP 51038  
67070 STRASBOURG  
Tél : 03 88 21 23 23  
Courriel : [greffe.ta-strasbourg@juradm.fr](mailto:greffe.ta-strasbourg@juradm.fr)  
Adresse internet (U.R.L) : <http://strasbourg.tribunal-administratif.fr>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

## IX. Renseignements complémentaires

Pour obtenir tout renseignement complémentaire, les candidats devront s'adresser à :

Unité des Achats et des Marchés Publics (UAMP)  
Direction interrégionale des services pénitentiaires (DISP) du Grand Est  
19 rue Eugène Delacroix  
BP 16  
67035 STRASBOURG Cedex 2,  
Courriel : [liste.uamp.disp-strasbourg@justice.fr](mailto:liste.uamp.disp-strasbourg@justice.fr)